



Le ministre de la Défense, Jean Yves Le Drian, agite la menace de cyberattaques russes pendant la présidentielle française

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 13 janvier 2017

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Alors que le renseignement américain accuse Moscou d'avoir influencé l'élection présidentielle aux États-Unis grâce à des cyberattaques, le ministre de la Défense, Jean Yves Le Drian, accuse Moscou de préparer des cyberattaques visant à influencer le résultat de l'élection présidentielle en France.

Dans un entretien accordé au *JDD*, à la question « les partis politiques français sont-ils protégés face à une attaque comparable à celle qui a visé le Parti démocrate américain ? », Le Drian a répondu : « Les analyses effectuées par l'Anssi [Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information] n'ont pas permis à ce jour d'identifier des indices d'opérations de déstabilisation ciblant les élections en France. Il ne peut cependant être exclu que des opérations de même nature que celles observées aux États-Unis cherchent à perturber le processus électoral français. J'appelle donc chacun à la plus grande vigilance. C'est pour cela que les responsables des principaux mouvements politiques ont été reçus au mois d'octobre par l'Anssi ».

Malgré le tollé médiatique anti-russe, les rapports du renseignement américain n'ont apporté aucun élément démontrant une ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine. Le *Washington Post* a même dû avouer que « Des responsables américains ont déclaré qu'il n'y avait pas de nouvelles déclarations spectaculaires même dans le rapport classé », et encore moins dans la version publique qui a été rendue publique lundi.

Toutefois, concernant la possibilité que la Russie soit derrière les cyberattaques comme l'affirment les médias américains et la CIA, Le Drian a déclaré : « S'il y a eu une action pour influencer ou manipuler l'élection présidentielle américaine, c'est un événement grave. Si elle a été menée par un État, c'est une ingérence insupportable. Car en visant le processus électoral d'un pays, on attente à ses fondements démocratiques ».

Pour souligner le danger d'une cyberattaque pendant la présidentielle, Le Drian a affirmé que la France fait déjà face à ce genre d'attaque : « Depuis que je suis à mon poste et notamment depuis trois ans, la menace cybernétique est devenue majeure y compris sur nos propres outils militaires. Les tentatives d'agression informatique sur mon ministère doublent chaque année. En 2016, 24 000 attaques externes ont été bloquées par nos dispositifs de sécurité. Parmi celles-ci, quelques centaines, plutôt élaborées, avaient de véritables intentions de nuire. »

Ces commentaires, en laissant entendre sans aucune preuve concrète que des cyberattaques ont bien été perpétrées pendant la campagne américaine et en sous-entendant que la Russie pourrait être derrière cela, soulignent l'alignement du PS sur la campagne anti-russe aux États-Unis.

Dès les premières accusations, il y a plus de cinq mois, qui attribuaient le piratage de la campagne de Hillary Clinton aux russes, l'objectif était d'ameuter l'opinion publique en faveur d'une posture de plus en plus conflictuelle envers la Russie, en particulier en ce qui concerne la guerre en Syrie. En même temps, il s'agissait d'expliquer la victoire surprise de Trump face à la démocrate Hillary Clinton.

Une campagne hystérique lancée par le parti démocrate, la CIA et les médias accuse une prétendue intervention russe dans la campagne présidentielle d'avoir influencé le vote en faveur de Trump. La Russie aurait selon eux remis à la disposition de *Wikileaks* des mails de Podesta et de Clinton discréditant les démocrates, ainsi que la preuve de sabotages contre la campagne de Sanders. Toujours selon les acteurs de la campagne anti-russe aux États-Unis, la Russie aurait piraté des machines de vote électroniques pour donner des voix à Trump.

Ceci souligne qu'une des cibles principales de la campagne anti-russe aux États-Unis sont les informations qui ont exposé le caractère droitier des démocrates et leurs liens étroits avec Wall Street, et donc l'opposition des masses, depuis la gauche, à la politique de Clinton et d'Obama.

Les accusations sur les cyberattaques russes soulignent des luttes explosives au sein de la bourgeoisie américaine concernant la politique étrangère de Trump. En effet, Trump a minimisé les conflits avec la Russie pour s'orienter plutôt vers une politique commerciale et militaire plus agressive à l'égard de la Chine.

L'entretien de Le Drian avec le *JDD* souligne que ces mêmes conflits, dans diverses formes, traversent la bourgeoisie en Europe, et notamment les partis qui participent aux présidentielles françaises. De larges sections de l'élite française tentent de tirer parti de la politique étrangère de Trump en s'orientant vers une position plus pro-russe.

Plusieurs candidats de premier plan dont François Fillon, Marine Le Pen, et Jean-Luc Mélenchon sont plus pro-russes et critiques de l'hégémonie allemande au sein de l'UE. Ainsi ils reprennent des éléments d'une politique extérieure française multiséculaire, « l'alliance de revers » : s'allier avec la Russie ou la Turquie afin de contrebalancer des voisins plus puissants en Allemagne ou en Autriche. Cela laisse présager des conflits de plus en plus ouverts non seulement avec un gouvernement instable et divisé à Washington, mais également avec Berlin.

Les sections les plus anti-russes de la bourgeoisie américaine interviennent agressivement dans la présidentielle française, comme le révélé *Le Canard enchaîné*, pour que Paris reste aligné sur la politique anti-russe de la CIA. Ils sont intervenus pour couper les financements au Front national et à la campagne de Marine Le Pen et dénoncer les liens de Le Pen avec la Russie.

Avec l'entretien de Le Drian au *JDD*, des sections du PS et de l'armée française participent aux tentatives d'inciter une atmosphère anti-russe, et de discréditer les critiques de la politique du PS comme relevant d'une ingérence étrangère, illégitime voire illégale, dans les

élections françaises.

Contrairement à ce que laisse entendre Le Drian, il est impossible pour Moscou de truquer la présidentielle française avec des cyberattaques. Le vote s'effectue par un bulletin papier que l'on met dans une urne ; une intervention de pirates informatiques ne suffirait donc pas à elle seule à modifier le résultat du scrutin.

Le but de la campagne anti-russe n'est donc pas de protéger la présidentielle, mais plutôt d'attiser les tensions internationales et de délégitimer toute critique de l'étroite collaboration du PS à Paris avec l'OTAN et Washington dans les guerres et les politiques d'austérité au service des banques.

Anthony Torres

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com), wsws.org, 2017

Articles Par : [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca